

REPUBLIQUE DU BURUNDI  
 PARTI POUR LA LIBERATION  
 DU PEUPLE HUTU DU BURUNDI  
 (PALIPEHUTU)  
SERVICE DE L'INFORMATION.-

BURUNDI : L'ARMEE TIRE SUR LA POPULATION CIVILE:  
DE NOMBREUSES VICTIMES DONT 20 CADAVRES  
DECOUVERTS DANS LA RIVIERE AKANYARU.-

Mercrèdi 11 septembre 1991, l'armée burundaise a froidement tiré sur des paysans hutu en commune Ntega, province Kirundo au nord du pays. Ces paysans venaient de passer plusieurs jours dans les marécages de l'Akanyaru où ils avaient fui pour échapper à la chasse meurtrière de l'armée, la sûreté et l'administration. Le bilan est désastreux: une quarantaine de portés disparus et une trentaine de personnes en refuge au Rwanda. Vingt corps de victimes ont été vus flottant dans la rivière Akanyaru, à la hauteur de la commune Ntega et à la frontière sud du Rwanda. L'opinion a encore en mémoire le pogrom de Ntega et Marangara en août 1988 qui fit près de 50.000 victimes et 65.000 réfugiés. A cette époque, des milliers de cadavres avaient défilé dans cette rivière, certains ont été même repêchés et enterrés à la boucle de Kigali que la rivière emprunte.

Depuis fin juillet 1991, les hutu du Burundi vivent une fois de plus une situation très difficile, s'attendant à tout instant à être appréhendés par des éléments de l'armée ou de la sûreté, deux institutions qui restent monolithiquement tutsi. A la fin de juillet, le régime de BUYOYA a procédé à l'arrestation d'une centaine de hutu, membres du PALIPEHUTU, principal parti d'opposition. Le pouvoir n'accepte que 8 personnes seulement arrêtées le 31.07.1991 en province de Cibitoke mais paradoxalement, il n'en a montré que trois à la télévision du pays. Où sont donc passées les autres?

.../...

Depuis lors, l'armée a investi la paysannerie et quadrille particulièrement les provinces de Ngozi, Kirundo, Kayanza, Bubanza et Cibitoke. Les Communes les plus visées sont: Busiga, Marangara, Nyanurenza, et Mwumba en province Ngozi. Ntega, Busoni, Vumbi et Bugabira en province de Kirundo. Mpanda et Gihanga en province de Bubanza.

Buganda, Murwi, Bukinanyana et Rugombo en province de Cibitoke. La province de Cibitoke mérite une mention particulière ~~puisque~~ des centaines de soldats issus des meilleures unités d'élite y ont été dépêchés. Dans ces Communes, l'armée saccage les habitations, frappe les habitants, viole et vole impunément. A titre d'exemple le 03.09.1991, les domiciles de NTACOBUNGUTSE Eliakim et de BANSITA Amon de la Commune Buganda ont été saccagés. Le 06.09.1991, ce fut le cas des domiciles de BIMENYIMANA Abel et de KAVIMAHANGU de la même Commune.

De nombreuses arrestations de hutu ont eu lieu dont notamment le cas de Monsieur KUBWIMANU. Augustin, Directeur des écoles primaires en Commune Murwi qui a été appréhendé début septembre 1991 alors qu'il venait d'une réunion de service dans le canton scolaire dont il dépend. Dans la même période, un autre enseignant de Kabarore, Monsieur Berchmans a été arrêté.

Des coups de feu sont tirés sur la population et les habitations pour inciter le peuple à se révolter en vue de disposer d'un alibi pour le réprimer. Les gens ont fui leur domicile pour tenter d'échapper aux arrestations et à la prison mortelle du Burundi. Les administrateurs de Communes, relais du pouvoir et des forces de répression dans les communes se complaisent dans un terrorisme incessant de la population hutu. Les personnes convoquées sont frappées d'emprisonnement ou de rançons pour se racheter sous peine d'être ex-communiées de la Commune (voir photocopie en annexe).

- 3 -

Que veulent BUYOYA et son armée? Anéantir le parti PALIPEHUTU afin d'entrer dans un multipartisme où l'UPRONA, parti unique au pouvoir, se présentera seul avec ses partis satellites et d'autres partis faibles d'opposition. Face à un multipartisme qui risque de sonner le glas de la dictature, BUYOYA et son armée peuvent aussi provoquer une guerre civile qui emportera l'opposition et qui accordera un nouveau moratoire au régime.

Face à cette situation, l'opinion internationale et surtout les hutu du Burundi s'indignent du mutisme complice des hutu du gouvernement particulièrement du Premier Ministre Adrien SIBOMANA et du Secrétaire Général de l'UPRONA, Nicolas MAYUGI. Ces Ministres sont là parce que justement ce peuple, les paysans de Ntega et Marangara ainsi que les 27 signataires de la lettre ouverte ont dit non à l'oppression en août 1988. Avant cette date, le cabinet de BUYOYA ne comptait que 4 Ministres Hutu. Ces dignitaires hutu oublient que ce peuple est leur seul rempart. Quand il sera brisé, ils tomberont eux aussi à l'instar d'autres ministres hutu (BAMINI, NGENDANDUMWE, NYANGOMA, NDAYIZIGA, ...) qui dans notre histoire ont rejoint leurs frères dans les fosses communes malgré l'allégeance qu'ils avaient pour les régimes tutsi. Par ailleurs, on est en droit de se demander l'identité et le rôle réels des deux organisations de défense des droits de l'homme dans le pays sinon d'être un appendice du pouvoir.

Ces massacres, arrestations et insécurité de la population surviennent à une période où les citoyens burundais s'attendent à l'avènement d'une ère de liberté et de démocratie comme c'est déjà initiée dans bien de pays africains où le multipartisme intégral et la liberté d'expression sont déjà des réalités. Au Zaïre et au Rwanda, pays partageant avec le Burundi la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L.), le multipartisme intégral a été appliqué et personne n'est plus poursuivie pour sa tendance politique.

.../...

- 4 -

Le 10.09.1991, le Président BUYOYA a présenté au peuple burundais le rapport de la commission constitutionnelle (une commission entièrement de l'UPRONA, parti unique)

Son projet sur le multipartisme et l'ouverture démocratique n'est qu'une pure mascarade où notamment l'admission des partis politiques est sujettie à des conditions impossibles que seuls les partis satellites au pouvoir remplissent. Le PALIPEHUTU considère qu'en matière de démocratie multipartite, tout citoyen a le droit de s'exprimer, de fonder et d'adhérer à un parti de son choix. Le verdict des urnes est la seule procédure habilitée à décider de l'existence, de l'avenir et de l'importance des partis. Le régime tutsi et son UPRONA au pouvoir, avec 25 ans de dictature militaire, ne devraient pas s'inquiéter puisqu'ils sont censés disposer d'une bonne longueur d'avance sur les autres formations.

Face à ce massacre de populations innocentes, contraire à l'éthique des droits fondamentaux de l'homme, le PALIPEHUTU demande une enquête internationale sur les conditions de ces assassinats ignominieux. Le monde a trop assisté à la barbarie sanguinaire des régimes de BUJUMBURA, y compris celui de BUYOYA qui en l'espace de 4 ans est responsable de la mort de plus de 50.000 burundais de l'ethnie hutu. Des sanctions politiques et économiques devraient être prises contre ce régime sanguinaire et anti-démocratique. L'aide économique et militaire accordée au Burundi devrait cesser puisqu'elle renforce les forces qui répriment le peuple. Seules la démocratie multipartite intégrale et la tenue d'une conférence nationale regroupant toutes les formations politiques du pays pourront sortir le pays de sa léthargie.

BUJUMBURA, le 17 septembre 1991,

Pour le Service de l'Information du  
PALIPEHUTU

CIZA Néhémie

*Nizany*